

## Hubert Védryne, Les mondes de François Mitterrand: la présidence française de la Communauté européenne de 1989

**Légende:** Dans son livre, Les mondes de François Mitterrand, Hubert Védryne, alors conseiller diplomatique du président de la République française, raconte le déroulement de la présidence française de la CEE et du conseil européen de Strasbourg, à la fin de 1989.

**Source:** VÉDRINE, Hubert. Les mondes de François Mitterrand, À l'Élysée (1981-1995). Paris: Fayard, 1996. 784 p. ISBN 9 782213 596211.

**Copyright:** (c) Librairie Arthème Fayard, 2007

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/hubert\\_vedryne\\_les\\_mondes\\_de\\_francois\\_mitterrand\\_la\\_presidence\\_francaise\\_de\\_la\\_communaute\\_europeenne\\_de\\_1989-fr-51571ca7-7311-46e2-b122-065d0bd4676c.html](http://www.cvce.eu/obj/hubert_vedryne_les_mondes_de_francois_mitterrand_la_presidence_francaise_de_la_communaute_europeenne_de_1989-fr-51571ca7-7311-46e2-b122-065d0bd4676c.html)

**Date de dernière mise à jour:** 06/09/2012

## Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand: la présidence française de la Communauté européenne de 1989*

### Encore plus d'Europe

Pendant cette seconde moitié de l'année 1989, alors que les changements prennent de l'ampleur en Europe de l'Est et parce qu'ils se précipitent, François Mitterrand maintient une pression européenne constante sur ses partenaires. Le « groupe Guigou » entame ses travaux le 5 septembre et les bouclera en moins de trois mois. Les Assises européennes de l'audiovisuel que nous avons voulues ont lieu les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre à Paris. La directive « Télévision sans frontières » est adoptée le 3. Elle invite les États-membres à diffuser « une proportion majoritaire » d'œuvres européennes « chaque fois que c'est possible ». Le Président se rend au Parlement européen et y insiste sur le nécessaire renforcement de l'Europe, préalable à tout nouvel élargissement. C'est là, le 25 octobre, qu'il lance le projet de banque pour l'Europe qui deviendra la BERD. Pour la Charte sociale, il se bat contre Mrs Thatcher, avec qui il a un échange de lettres, et, pour l'ouverture rapide de la Conférence intergouvernementale, contre Helmut Kohl. La fixation de la date de cette ouverture devient, comme prévu, l'enjeu du mois de novembre.

La France obtient d'abord que le Conseil des ministres des Finances transmette le rapport du « groupe de haut niveau » au Conseil européen. Puis, le 20 novembre, aux Pays-Bas, le Président demande que la date d'ouverture de la future Conférence intergouvernementale soit fixée avant la fin 1989, sous présidence française. Le 27 novembre encore, le Chancelier veut s'en tenir à un simple rapport à remettre pour la fin de 1990 *sur les principes préparant une conférence*. En fait, il voudrait que le processus de réunification qui démarre alors ait été auparavant mené à son terme, et ne pas avoir à prendre d'engagement irrévocable sur la monnaie européenne, donc sur le deutschmark, avant les premières élections générales prévues dans l'Allemagne réunifiée à l'automne 1990. C'est exactement l'inverse que veut François Mitterrand qui confirme au Chancelier, le 1<sup>er</sup> décembre, qu'il demandera au Conseil européen de Strasbourg, huit jours plus tard, de fixer une date précise pour le début des travaux de la conférence intergouvernementale.

Dans les jours précédents, les principaux représentants du patronat allemand, et même H.D. Genscher sont venus à l'Élysée dire au Président qu'ils comptaient sur lui ! Bon exemple du pouvoir que peut conférer la présidence tournante du Conseil : finalement, au terme de cette période de relative tension, trois jours avant Strasbourg, Helmut Kohl nous communique l'accord de l'Allemagne (c'est Joachim Bitterlich qui le téléphone à Elisabeth Guigou) pour une ouverture de la Conférence lors du Conseil italien, un an plus tard. Ce délai nous convient, et, à la limite, peu nous importe sa longueur si la date est ferme. Avant même que s'ouvre le Conseil de Strasbourg, nous pouvons considérer qu'à coups répétés de lettres, de discours, de comités, de propositions, trente à quarante personnes ayant été mobilisées pendant six mois pour relancer la mécanique « à la manivelle », le Chef de l'État a déjà atteint le principal des buts qu'il s'était fixés pour cette présidence française.

Le Conseil européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre 1989 s'ouvre dans une ambiance chaleureuse, malgré le brouillard et un froid pénétrant qui me valent dès le premier soir une totale extinction de voix, gênante pour le porte-parole que je suis alors ! Pour mes « briefings » devant près de 150 journalistes, Elisabeth Guigou m'accompagne et traduit pour la salle mes chuchotements : « *Il dit que...* »

Ce Conseil va être avec ceux de Fontainebleau en juin 1984, de Luxembourg en décembre 1985 et de Maastricht en décembre 1991, l'un des plus décisifs de la présidence Mitterrand. Quand il s'ouvre, le 8, le Mur est « tombé » depuis un mois ; des manifestations monstres ont déjà eu lieu en RDA ; George Bush et François Mitterrand ont rencontré Mikhaïl Gorbatchev respectivement à Malte et à Kiev ; le Président a posé depuis cinq semaines le problème de la frontière Oder-Neisse ; le Chancelier a présenté son « plan en dix points » dix jours plus tôt. Fait essentiel, le « renforcement », l'« approfondissement » de la Communauté européenne sont jugés essentiels, moyennant quelques nuances, par François Mitterrand et par Helmut Kohl pour accompagner la réunification. Mais ce qui va permettre de juger de la pleine réussite de ce Sommet de Strasbourg, ce sera la précision des conclusions sur l'Union économique et monétaire. Tout se joue dans l'après-midi et au soir du 8. Soirée marquée, en outre, par des échanges tendus Kohl-Mitterrand-Thatcher-Lobbers sur l'intangibilité des frontières.

Mais le 9 au matin, à la préfecture, au petit déjeuner qui les réunit - comme toujours le deuxième jour des Conseils européens -, le Président et le Chancelier sont détendus, heureux d'être sortis de ces semaines de relative tension et d'avoir rescellé leur entente européenne. Les textes préparés pendant la nuit, que leur présentent Joachim Bitterlich et Élisabeth Guigou, sont agréés. Le Président et moi avons un échange badin : « *Alors, vous êtes mon porte-parole et vous ne pouvez plus parler ! - Il me reste la force de vous écouter.* » Du point de vue français, les résultats sont considérables : la première étape de l'Union économique et monétaire commencera le 1<sup>er</sup> juillet 1990 ; la Conférence intergouvernementale chargée de définir le contenu et le calendrier des deuxième et troisième étapes sera convoquée avant le terme de la présidence italienne, en décembre. En clair, l'Union monétaire - objectif après lequel courait la diplomatie française depuis qu'au premier Sommet européen, réuni par le Président Pompidou en 1969, Willy Brandt en avait évoqué la perspective -est lancée pour de bon. La « Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs », dite Charte sociale, qui annonce le Protocole social de Maastricht est adoptée à onze, sans une Margaret Thatcher hostile, mais pas acharnée. Nous avons également arraché aux onze autres leur accord pour la création de la BERD. Une aide financière à la Pologne et à la Hongrie, les deux pays qui paraissent les plus avancés sur la voie de la démocratie et de l'économie de marché, est décidée dans la foulée des orientations du Sommet de l'Arche.

Le Chancelier Kohl repart heureux de la déclaration finale qui, malgré les angoisses exprimées au dîner par Margaret Thatcher, proclame que « *le peuple allemand retrouvera son unité dans un état de paix en Europe, démocratiquement, pacifiquement, à travers une libre autodétermination* ». Le Président précise en souriant : « *Je ne demande pas de restaurer l'Empire français en 1805 !* »

Le Monde, qui voyait à la veille du Sommet « la France sans alliée de rechange », parle d'une « communauté sûre d'elle-même, d'un bilan très consistant », d'un « brillant succès pour la Présidence française ».

Au lendemain du Sommet, François Mitterrand, très satisfait de ces résultats, souhaite acter dans la foulée l'accord des Douze sur l'Union politique de l'Europe. Pour lui, la friture monnaie unique, indispensable, appelle plus que jamais, en complément, un non moins indispensable renforcement *politique* de la Communauté, et donc de nouveaux engagements ambitieux dès le semestre suivant, sous présidence irlandaise. C'est l'objectif qu'il fixe à la mi-décembre à Roland Dumas, Jean-Louis Bianco, Jacques Attali, Élisabeth Guigou et moi.